

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1383

30 mai 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-------|--|-------|
| Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l. | 66347 | International Printing Solutions S.A. | 66340 |
| Almagev S.A. | 66344 | Jindal Films Europe S.à r.l. | 66376 |
| Articis S.A. | 66340 | JPF Luxembourg Holding | 66380 |
| Azeta SPF S.A. | 66383 | KENNOX STRATEGIC VALUE FUND FEEDER (Luxembourg) | 66348 |
| BCV Investments S.C.A. | 66368 | KSG Agro S.A. | 66342 |
| B&D Finance 2 S.A. | 66364 | Lasarte-FIS | 66344 |
| B&D Finance S.A. | 66364 | Leen Bakker Luxembourg S.A. | 66345 |
| Black Ferryman | 66384 | Leopard Fund | 66384 |
| C.C.M. (Luxembourg) S.A. | 66346 | Logicor (Ellipsis) S.à r.l. | 66346 |
| Centauro Participations S.C.A. | 66347 | Macka S.A., SPF | 66348 |
| Clavier S.A. SPF | 66340 | Micado Finance et Participations S.A. | 66345 |
| Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie | 66338 | MiNe Capital S.A. | 66371 |
| DJE Investment S.A. | 66365 | Mirambeau S.A. | 66338 |
| Expression S.à r.l. | 66338 | Mylan Luxembourg 3 S.à r.l. | 66348 |
| Fiduciaire Cabexco s.à r.l. | 66363 | Parselect | 66341 |
| Globaltex Investissements S.A. | 66346 | Realpart S.A. | 66343 |
| Green Bear S.A. | 66339 | Rox Invest S.A. | 66342 |
| Groma, s.à r.l. | 66341 | Silverside Shipping S.A. | 66339 |
| Holkin S.à r.l. | 66339 | USM | 66384 |
| Ilix Holding S.A. | 66341 | Varfor Holding S.A. | 66344 |
| Incites Consulting Sarl | 66345 | Vemainvest S.A.-SPF | 66347 |
| | | World Promotion Company S.A. | 66343 |

Expression S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 147, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 28.473.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014045162/10.

(140052236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Mirambeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 55.020.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le vendredi 13 juin 2014 à 9.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2013
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072663/17.

COFI, Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 9.539.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le 18 juin 2014 à 11.00 heures au siège social afin de débattre de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2013;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. Affectation du résultat; Attribution d'un dividende par action;
4. Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2013;
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions pour l'année 2013;
6. Elections statutaires;
7. Rachat d'actions propres: autorisation à conférer au Conseil d'Administration;
8. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

Luxembourg: Banque Internationale à Luxembourg S.A. en abrégé BIL, Luxembourg

Suisse: PKB PRIVATBANK SA, Lugano

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire qui devra être actionnaire.

Pas de quorum de présence requis. Les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014074320/1017/27.

Silverside Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 99.545.

Die Aktionäre werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von SILVERSIDE SHIPPING S.A., welche am 18. Juni 2014 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2012
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2014070251/16.

Holkin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 143.692.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014045227/12.

(140051737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Green Bear S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 114.689.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 15.00 heures au nouveau siège social de la société sis au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2013;
2. Affectation de la perte de l'exercice d'un montant de EUR 326.539,35 au 31 décembre 2013;
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 2013;
4. Décharge au réviseur d'entreprises agréé pour l'accomplissement de ses travaux relatifs à l'exercice comptable s'achevant au 31 décembre 2013;
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la Société, conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée;
6. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé pour l'exercice comptable s'achevant au 31 décembre 2014 conformément à l'article 11 alinéa 2 des statuts de la Société.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix, pour autant que la qualité d'actionnaire soit justifiée.

Les représentations ou votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la société au plus tard la veille de la date de l'assemblée générale ordinaire, accompagnés des justificatifs originaux de la qualité d'actionnaire (titre au porteur, certificat d'inscription nominative).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075239/1429/26.

Articis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 80.673.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 20 juin 2014 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075988/534/15.

International Printing Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 117.197.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement commercial VI n°482/14 du 27 mars 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme INTERNATIONAL PRINTING SOLUTIONS S.A.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Pour extrait conforme

Laurent Bizzotto

Le liquidateur

Référence de publication: 2014047224/15.

(140053501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Clavier S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 171.221.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège de la société à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du vendredi, 20 juin 2014 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2013.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2013 et décision relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2013.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Toute question qu'un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 10% des droits de vote demanderaient à voir ajouter à l'ordre du jour, dans les conditions de la loi et des statuts.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social au moins cinq jours avant l'assemblée.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Son conseil d'administration.

Référence de publication: 2014075982/7759/23.

Groma, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 105.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014045206/9.

(140051681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Ilix Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 77.954.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *16 juin 2014* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071842/696/15.

Parselect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 81.988.

AN EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held on Thursday, *19 June 2014* at 11:30 a.m., at the premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, Building H2O, Block A, Ground Floor, located at 33 Rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

AGENDA:

1. Change of the Company's name to BNP PARIBAS FLEXI 2
Amendment of Article 1 of the Articles of Association, as follows: "A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d'investissement à capital variable - "SICAV") named "BNP PARIBAS FLEXI 2" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association").";
2. Modification of the Article 14 - Net Asset Value of the articles of the Articles of Association:
The valuation of securities listed on a stock exchange will be based on the closing price on the Valuation Day in place of the closing price on the Order Acceptance Date.
This modification changes nothing the method of current valuation of these assets.

In accordance with Article 67-1 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Shareholders' Meeting shall be able to validly deliberate only if at least one half of the Company's capital is present or represented. Decisions shall be taken by at least two-thirds of the votes cast.

Bearer shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the meeting, at the offices of the financial service agents, as listed in the prospectus.

Registered shareholders wishing to attend or be represented at the Shareholders' Meeting shall be admitted upon proof of their identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days before the meeting.

The draft new Articles of Association, as well as the current prospectus and the latest interim report are available from the bodies listed in the prospectus.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014075980/755/30.

Rox Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 60.096.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 juin 2014 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2013 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2013.
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072662/45/18.

KSG Agro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 156.864.

We are pleased to convene you to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the Meeting) of the shareholders of the Company which will be held in Luxembourg at 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (Beerens & Avocats) on June 30, 2014 at 11.00 a.m. CET, with the following agenda:

Agenda:

1. Convening notices;
2. Decision to acknowledge, accept and approve the resignations of (i) Mr. Oleksandr Perov as class A director of the Company effective as of May 23, 2014 and (ii) Mrs. Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin and Mr. Jacob Mudde as class B directors of the Company effective as of May 23, 2014;
3. Discharge (quitus) to the above resigning directors of the Company for the performance of their respective duties up to and including the effective date of their respective resignations;
4. Acknowledgement, approval and to the extent necessary ratification of the appointment of Mr. Andrii Mudriievskiy as new class A director of the Company effective as of May 23, 2014;
5. Acknowledgement, approval and to the extent necessary ratification of the appointments of Mr. Xavier Soulard and Mr. Eric Tazzieri as new class B directors of the Company effective as of May 26, 2014;
6. Decision that the above newly appointed directors of the Company shall be appointed for a period of six years;
7. Acknowledgement, approval and to the extent necessary ratification of the transfer of the registered office of the Company from its current address to 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg effective as of May 26, 2014;
8. Authorization and empowerment; and
9. Miscellaneous.

The integral text of the documents which shall be submitted to the Meeting, the draft of the resolutions or the comments issued by the Board on each item on the proposed agenda of the Meeting as the case may be and to the extent applicable the drafts of the resolutions submitted by the shareholders can be obtained upon written request sent to the registered office of the Company or by e-mail at msv@ksgagro.com (from web page <http://www.ksgagro.com/en/investment/ir-contact/>).

One or more shareholders who together hold at least five percent (5%) of the share capital of the Company may request that one or more additional items be put on the agenda of the Meeting and deposit draft of resolutions related thereto. Such request shall be made in writing and sent to the registered office of the Company by mail post or e-mail at the following address msv@ksgagro.com (from web page <http://www.ksgagro.com/en/investment/ir-contact/>) and shall enclose a justification or a draft of resolutions to be adopted at the occasion of the Meeting and shall be received by the Company at least the twenty-second (22nd) day preceding the date of the Meeting, i.e. June 8, 2014. The request shall indicate the postal or electronic address to which the Company shall send the acknowledgement of receipt of such requests.

In accordance with article 5 (2) and 5 (3) of the law of May 24, 2011 on the exercise of certain rights by the shareholders at the occasion of the general meetings of the shareholders of listed companies (the Law), the shareholders who intend

to participate to the Meeting shall notify the Company in writing at the latest on the registration date set on June 16, 2014 at 24.00 (the Registration Date) their intention to participate to the Meeting by mail post sent to the registered office of the Company or by e-mail to the following address msv@ksgagro.com (from web page <http://www.ksgagro.com/en/investment/ir-contact/>) (the Notice), with such Notice including the name or company name, address or registered office, the number of shares held by the participating shareholder of the Company as of the Registration Date and a certificate issued by a financial institution or a custodian of the European Economic Area certifying the ownership of his/her/its shares as of the Registration Date and, indicating the name, address and with respect to companies, the number and name of the companies register where they are registered, together with the number and the class of the shares they hold.

Only the persons who are shareholders of the Company as of the Registration Date will be entitled to participate to and vote at the Meeting and the Extraordinary Meeting.

The shareholders may attend the Meeting either in person or be represented by way of a proxy. You will find enclosed as Schedule 4 a power of attorney for your representation at the Meeting. Such proxy is also available on the website of the Company: <http://www.ksgagro.com/en>.

Should you wish to be represented at the Meeting, please fill-in, date and sign the proxy and return it by fax or e-mail and courier to the attention of Audrey Jarreton (address: 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (Beerens & Avocats); fax: +352 26 43 28 67; e-mail: ajarreton@beerens-avocats.lu) by June 27, 2014 11.00 a.m. CET at the latest.

The information to be published pursuant to article 3 (4) of the Law together with the form of the Notice, the registration certificate (to be issued by a financial institution or a custodian of the European Economic Area certifying the ownership of the shares as of the Registration Date), and the proxy are available to the shareholders on the website of the Company for an uninterrupted period, commencing on the day of publication of the present convening notice to the Meeting and including the date of the Meeting.

For and on behalf of KSG Agro S.A.

Référence de publication: 2014075245/64.

Realpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 82.747.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075987/788/16.

World Promotion Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.550.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2014075984/788/16.

Varfor Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 74.120.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *16 juin 2014* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071840/696/17.

Almagev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 73.095.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme ALMAGEV S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, *13 juin 2014* à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075983/750/15.

Lasarte-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 133.342.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung der Lasarte - FIS die am 6. März 2014 in Munsbach stattfand:

1. Die Generalversammlung beschließt, die folgenden Personen bis zur nächsten Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Lasarte - FIS für das am 30. September 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, wieder zum Verwaltungsrat zu ernennen:

- Stefan Schneider (Verwaltungsratsvorsitzender)
- Achim Welschoff (Verwaltungsratsmitglied)
- Jean-Marie Schomer (Verwaltungsratsmitglied)

2. Die Generalversammlung beschließt, den Wirtschaftsprüfer, KPMG Luxembourg S.à r.l., wieder zum Wirtschaftsprüfer der Lasarte - FIS bis zur nächsten Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Lasarte - FIS für das am 30. September 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. März 2014.

Für Lasarte - FIS

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2014045283/22.

(140052210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Incites Consulting Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.226.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-8008 Strassen, le 28 mars 2014.

M. Ioannis NEOKOSMIDIS

Gérant unique

Référence de publication: 2014045257/12.

(140052383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Micado Finance et Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 51.325.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *16 juin 2014* à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071841/696/17.

Leen Bakker Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 5B, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 102.325.

Extrait de l'assemblée générale du 12 juin 2012

Les mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration de Monsieur Freek Van der VELDE sont révoqués avec effet au 1^{er} février 2012.

Est nommé administrateur, pour une durée de six ans prenant effet le 1^{er} février 2012, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017:

Monsieur Alexander van SCHAIK, né le 14 janvier 1953 à Haarlem, Pays-Bas, administrateur de société, demeurant professionnellement au 5B, rue du Brill/Zone industrielle L-3898 Foetz.

Extrait des résolutions du conseil d'administration en date du 12 juin 2012

Monsieur Alexander van SCHAIK, né le 14 janvier 1953 à Haarlem, Pays-Bas, administrateur de société, demeurant professionnellement au 5B, rue du Brill/Zone industrielle L-3898 Foetz est nommé administrateur délégué de la société avec pouvoir de signature individuelle.

Ce mandat prend effet le 1^{er} février 2012 et prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Monsieur Alexander van SCHAIK, prénommé, est nommé président du conseil d'administration.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014045305/25.

(140052086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

C.C.M. (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 46.996.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *18 juin 2014* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission d'un administrateur, décharge à ce dernier et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075981/788/17.

Globaltex Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 44.360.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *17 juin 2014* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014071843/696/17.

Logicor (Ellipsis) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.342.

Il résulte d'un contrat d'apport, transfert et souscription de parts signé en date du 20 février 2014, que l'associé unique de la Société, Logicor Pledgeco II S.à r.l., a transféré la totalité des 750 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) Logicor Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182.920, 750 parts sociales;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. Logicor Holdco II S.à r.l. 750 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014045291/20.

(140051934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

Vemainvest S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 179.441.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme VEMAINVEST S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 16 juin 2014 à 10.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014075985/750/15.

Centauro Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 60.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 18 juin 2014 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du gérant et du Conseil des Commissaires
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2013
3. Décharge au gérant et aux commissaires
4. Divers

Le Gérant.

Référence de publication: 2014075986/788/16.

Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.335.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 1^{er} avril 2014, l'associé unique de Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l.:

- Prend note de la démission de Céline Burger comme gérant de la société avec effet au 28 mars 2014.
- Décide de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérant de la société avec effet au 28 mars 2014, Soraya Hashimzai, avec adresse professionnelle au 2b, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Martha Alexaki
- Soraya Hashimzai
- Tero Rantanen
- Ari Anttonen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial Recueil des Société et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2014.

Pour Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l.

Aberdeen Property Investors Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014047681/23.

(140054465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2014.

Macka S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 180.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2014046610/10.

(140053549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Mylan Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 133.517.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2877 du 11 décembre 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mylan Luxembourg 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014046609/14.

(140053126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

KENNOX STRATEGIC VALUE FUND FEEDER (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 187.127.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of May
Before, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED

Kennox Asset Management Limited, a private limited company duly incorporated under the laws of Scotland, with registered office at 28 Drumsheugh Gardens, Edinburgh, EH3 7RN, UK, registered in Scotland under number SC302037, here represented by Me Gina Gnazalé with full power of substitution, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Edinburgh, on 25 April 2014.

The power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed.

The appearing party, represented as above, requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable"), which is hereby incorporated:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established among the existing Shareholders and those who may become owners of Shares in the future, a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "KENNOX STRATEGIC VALUE FUND FEEDER (Luxembourg)" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

The Board of Directors may decide to transfer the registered office of the Company within the same municipality, or from a municipality to another municipality within the Grand-Duchy of Luxembourg, if and to the extent permitted by Luxembourg law and practice relating to commercial companies.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not, in any event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the Board of Directors.

2.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, military or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in Transferable Securities and other liquid financial assets permitted by Part I of the UCI Law (as defined below), with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the UCI Law.

Art. 5. Definitions.

“Articles” means these articles of incorporation of the Company, as amended from time to time.

“Base Currency” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“Board of Directors” means the board of directors of the Company, from time to time.

“Business Day” means any day on which banks are open in Luxembourg and in the United Kingdom and/or such other place or places and such other day or days as the Directors may determine and as provided in the Prospectus.

“Class” / “Class of Shares” means a class of Shares of the Company.

“Company” means "KENNOX STRATEGIC VALUE FUND FEEDER (Luxembourg)".

“Dealing Day” means, in respect of a Share Class, any Business Day on which Shares of that Class may be subscribed to, redeemed and/or exchanged for Shares of another Class, as specified in the Prospectus.

“Depository” means any depository as defined under Article 29.1 hereof.

“Designated Person” means any person to whom a transfer of Shares (legally or beneficially) or by whom a holding of Shares (legally or beneficially) would or, in the opinion of the Directors, might be in breach of the law or the requirements of any country or governmental authority or result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any other disadvantage which the Company may not otherwise have incurred or suffered.

“Director(s)” means the member(s) of the Board of Directors.

“EU” means the European Union.

“EUR” or “Euro” means the legal currency of the European Monetary Union.

“Member State” means a Member State of the European Union.

“Money Market Instruments” has the meaning granted to them in the Prospectus.

“Net Asset Value” means the net asset value of a Class of Shares determined in accordance with the provisions set out in the section headed “Calculation of the Net Asset Value per Share” below.

“Net Asset Value per Share” means in relation to each Class of Share, the value per Share determined in accordance with the provisions set out in the section headed “Calculation of the Net Asset Value per Share” below.

“Other Regulated Market” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“Other State” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“Prospectus” means the document(s) whereby Shares in the Company are offered to investors as may be amended from time to time.

“Reference Currency” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“Regulated Market” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“Share” means each Share of whatsoever Class of Share in the share capital of the Company issued and outstanding from time to time, entitling the holders to participate in the profits and losses of the Company.

“Shareholder” means a person registered in the share register of members of the Company as a holder of Shares.

“Transferable Security” has the meaning granted to it in the Prospectus.

“UCI(s)” means undertaking(s) for collective investment.

“UCI Law” means the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time.

“UCITS Directive” means Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in Transferable Securities (“UCITS”), as may be amended from time to time.

“UK” means the United Kingdom.

“US Person” has the meaning as disclosed in the Prospectus.

“Valuation Day” means the Business Day as of which the Net Asset Value per Share of a Class is determined, as provided for in the Prospectus.

“Valuation Point” has the meaning granted to it in the Prospectus.

Words importing a masculine gender also include the feminine and neutral genders, words importing a singular also include the plural, and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares.

6.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company calculated pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital shall be as provided by the UCI Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under the UCI Law.

6.2 The initial issued share capital of the Company is thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into three hundred and ten (310) Shares of no par value.

6.3 The Shares to be issued pursuant to Articles 7 and 8 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Share shall be invested in Transferable Securities of any kind and any other liquid financial assets permitted by the UCI Law and Luxembourg regulations pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors in respect of the relevant Shares, subject to the investment restrictions provided by the UCI Law and Luxembourg regulations or determined by the Board of Directors.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Board of Directors shall determine whether the Company shall issue Shares in bearer and/or in registered form. If bearer Share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any US Person, resident, citizen of the United States of America or entity organized by or for a US Person.

All issued registered Shares shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by any entity designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her residence or its elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him/her/it. The inscription of the Shareholder’s name in the register of Shareholders evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. Evidence of such inscription shall be delivered upon request to the Shareholder.

If bearer Shares are issued, registered Shares may be converted into bearer Shares and bearer Shares may be converted into registered Shares at the request of the holder of such Shares. A conversion of registered Shares into bearer Shares will be effected by cancellation of the registered Share certificate, if any, representation that the transferee is not a US Person and issuance of one or more bearer Share certificate(s) in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer Shares into registered Shares will be effected by cancellation of the bearer Share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered Share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.

Before Shares are issued in bearer form and before registered Shares shall be converted into bearer Shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion shall not result in such Shares being held by a US Person.

The Share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

7.2 If bearer Shares are issued, transfer of bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant Share certificates. Transfer of registered Shares shall be effected: (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Com-

pany; and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such entry shall be signed by one or more Director(s) or officer(s) of the Company or by one or more other person(s) duly authorized thereto by the Board of Directors.

7.3 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.4 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his/her/its Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her/its request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

7.5 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Share(s) are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.6 The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote, unless the number is so that they represent an entire Share in which case they confer a voting right, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. In the case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class of Shares. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Class of Shares shall only be issued during one or more offering period(s) or at such other periodicity as provided for in the Prospectus and may also reject any subscription application in whole or part at its discretion.

8.3 Furthermore, the Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered after the initial offer period as described in the Prospectus shall be the Net Asset Value per Share as determined in compliance with Article 12 hereof as of such applicable Valuation Day as may be determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Unless otherwise provided for in the Prospectus, such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors.

8.5 The issue price per Share so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed ten (10) Business Days from the relevant Dealing Day.

8.6 Where an applicant for Shares fails to pay issue price on subscription, the Board of Directors may hold over the subscription application for processing on the following Dealing Day or cancel the allotment or, if applicable, redeem the Shares. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred (as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely payment. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the Shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

8.7 No request for conversion or redemption of a Share shall be dealt with unless the issue price for such Share has been paid and any confirmation delivered in accordance with this Article.

8.8 The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

8.9 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, if applicable, to deliver a valuation report from the independent authorized auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé"). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

8.10 The Company may issue Shares within the framework of regular savings plans.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles, any Shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its Shares.

9.2 Subject to the provisions of Article 13 hereof, the redemption price per Share shall be paid within such period as may be determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, but which shall not, in any event, exceed ten (10) Business Days from the relevant Dealing Day which next follows receipt of such redemption request, provided that the Share certificates (if any) and such instruments for redemption as may be required by the Board of Directors have been received, and are in a form which is satisfactory to the Company.

9.3 The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class, as determined in compliance with the provisions of Article 12 hereof, as of such applicable Valuation Day, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Prospectus. Unless otherwise provided for in the Prospectus, such price may be decreased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when disposing of assets in order to pay the redemption proceeds to redeeming Shareholders. Furthermore, the redemption price may be rounded up or down to no less than 2 decimal places or such number of decimal places as the Board of Directors shall determine in its discretion.

9.4 If as a result of any request for redemption, the number, the minimum subscription amount or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class would fall below these thresholds as set out in the Prospectus as determined by the Board of Directors in its discretion from time to time, then the Company may decide to refuse such request or that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

The Board of Directors may defer the processing of all or part of redemption requests in relation to any Dealing Day for such period as the Board of Directors considers in its absolute discretion, to be in the best interests of the Company where the requested redemptions exceed 10% of the Shares in issue in a specific Class, as provided in the Prospectus. The Board of Directors will ensure the consistent treatment of all Shareholders who/which have sought to redeem Shares as of any Dealing Day at which redemptions are deferred. The Board of Directors will pro-rate all such redemption requests to the stated level (i.e. 10% of the Shares in issue in a specific Class) and will defer the remainder until the relevant Dealing Day as of which redemptions are accepted as it decides in accordance with the foregoing. The Board of Directors will also ensure that all deals relating to an earlier Dealing Day are completed before those relating to a later Dealing Day as of which redemptions are accepted are considered.

9.5 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, and with the express consent of the relevant Shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets in such Class or Classes of Shares equal in value (as calculated in the manner described in Article 12 hereof) as of the Valuation Day at which the redemption price is determined to the value of the Shares to be redeemed in relation to a given Dealing Day. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed, if applicable, by a special report of the independent authorised auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the Shareholder.

9.6 All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 10. Conversion of Shares.

10.1 Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his/her/its Shares into Shares of another Class, provided that the Board of Directors may (i) at its absolute discretion reject any request for the conversion of Shares in whole or in part, (ii) set restrictions, terms and conditions as to the right to and frequency of conversions between certain Classes, (iii) subject the conversions to the payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine (unless otherwise provided for in the Prospectus).

10.2 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective Net Asset Values per Share of the two Classes concerned, determined as of the applicable Valuation Day for the same Dealing Day.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such minimum number or value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Class may be cancelled.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

11.2 Specifically, but without limitation, the Board of Directors may restrict the ownership of Shares in the Company by any US Person or any Designated Person, and for such purposes the Board of Directors may:

11.2.1 direct such Shareholder to dispose of the relevant Shares to a person who is qualified or entitled to own or hold such Shares within such time period as the Directors stipulate; or

11.2.2 redeem the Shares at the Net Asset Value per Share applicable to the next Dealing Day after the date of notification to the Shareholder or following the end of the period specified for disposal pursuant to 11.2.1 above.

11.3 Where it appears to the Company that: (i) any US Person or any Designated Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares; or that (ii) the aggregate Net Asset Value of Shares or the number of Shares held by a Shareholder falls below such value or number of Shares respectively as determined by the Board of Directors, or (iii) where in exceptional circumstances the Board of Directors determines that a compulsory redemption is in the interest of the other Shareholders, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

11.3.1 The Company shall serve a notice (the "purchase notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser;

11.3.2 Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in the purchase notice;

11.3.3 Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his/her/its name shall be removed from the register of Shareholders;

11.3.4 The price at which each such Share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class determined as of the Valuation Day applicable to the Dealing Day next succeeding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in such notice, all as determined by the Board of Directors, less any service charge provided therein.

11.3.5 Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency set by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be: (i) deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere; or (ii) paid by a check sent to the last known address on the Company's books (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates (if any) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto;

11.3.6 Upon service of the purchase notice as aforesaid, such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company;

11.3.7 The exercise by the Company of the power conferred by Article 11 hereof shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value per Share.

12.1 The Net Asset Value attributable to a Class shall be determined as of the Valuation Day for a given Dealing Day by calculating that portion of the Net Asset Value of the Company attributable to the relevant Class as of such Valuation Day by reference to the number of Shares in issue in each Class as of the relevant Valuation Day subject to adjustment to take account of assets and/or liabilities attributable to the Class.

The Net Asset Value per Share of each Class of Shares as the case may be shall be expressed in the Base Currency of the relevant Class of Shares concerned and shall be determined as of the applicable Valuation Day for a given Dealing Day by dividing the Net Asset Value of the Company attributable to such Class, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, as of any such Valuation Day, by the total number of Shares in the

relevant Class in issue or deemed to be in issue as of the relevant Valuation Day, in accordance with the valuation rules set forth below.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to two (2) decimal places or such number of decimal places as the Board of Directors shall determine.

12.2 The valuation of the Net Asset Value of the different Class shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

1. all cash on hand, or with banks, including interest due, but not yet paid and interest accrued on these deposits up to the relevant Valuation Day;
2. all bills, and notes payable on sight, and accounts receivable (including returns on sales of securities, the price of which has not yet been collected);
3. all securities, units, shares, debt securities, option, or subscription rights, and other investments and Transferable Securities which are the property of the Company;
4. all dividends, and distributions receivable by the Company in cash or in securities to the extent that the Company is aware of such;
5. all interest due, but not yet paid, and all interest generated up to the Dealing Day by securities belonging to the Company, unless such interest is included in the principal of these securities; and
6. all other assets of any nature whatsoever, including expenses paid on account.

The valuation of assets of the different Classes shall be calculated in the following manner:

- i. Cash on hand or on deposit will be valued at its nominal / face value plus accrued interest, where applicable, to the end of the relevant Valuation Day;
- ii. the value of Transferable Securities, Money Market Instruments, and any financial assets listed, or dealt in on a stock exchange of an Other State, or on a Regulated Market, or on any Other Regulated Market of a Member State, or of an Other State shall be based on the last available closing, or settlement price in the relevant market prior to the Valuation Point, or any other price deemed appropriate by the Directors;
- iii. the value of any assets which are not listed, or dealt on a stock exchange of an Other State, or on a Regulated Market, or on any Other Regulated Market of a Member State, or of an Other State, or, if, with respect to assets quoted, or dealt in on any stock exchange, or dealt in on any such regulated markets, the last available closing, or settlement price is not representative of their value, such assets are stated at fair market value, or otherwise at the fair value at which it is expected the assets may be resold, as determined in good faith by, or under the direction of the Directors;
- iv. the liquidating value of futures, forward, or options contracts not traded on a stock exchange of an Other State, or on Regulated Markets, or on Other Regulated Markets, or dealt on any Regulated Market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently, and in good faith by the Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward, or options contracts traded on a stock exchange of an Other State, or on Regulated Markets, or on Other Regulated Markets, or dealt on any Regulated Market shall be based upon the last available settlement, or closing prices as applicable to these contracts on a stock exchange, or on Regulated Markets, or on Other Regulated Markets on which the particular futures, forward, or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward, or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Directors may deem fair and reasonable;
- v. Money Market Instruments with a remaining maturity of 90 days, or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accretion of discount rather than at market value;
- vi. units, or shares of an open-ended UCIs/UCITS will be valued at their last determined, and available official net asset value, as reported, or provided by such UCI/UCITS, or its agents, or at their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values), if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the Investment Manager, in accordance with instructions, and under the overall control, and responsibility of the Directors, as to the reliability of such unofficial net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of the target UCI/UCITS may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, as of the relevant Dealing Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI/UCITS. The Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in sections 1 (ii) and (iii) above. By derogation, shares of a master UCITS within the meaning of the UCI Law shall be valued at net asset value per share as of the relevant Valuation Day as published by such master UCITS;
- vii. interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Total return swaps will be valued at fair value pursuant to procedures approved by the Directors. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However, it is possible that such market data will not be available for total return swaps near the Dealing Day. Where such markets inputs are not available,

quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used, provided that appropriate adjustments are made to reflect any differences between the total return swaps being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from markets, a broker, an external pricing agency or counterparty. If no such market input data are available, total return swaps will be valued at their fair value, pursuant to a valuation method adopted by the Directors which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place, or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices), provided that adjustments that the Directors may deem fair and reasonable be made. The independent authorized auditor of the Company will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps. The Company will always value total return swaps on an arm's length basis. All other swaps will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Directors;

viii. assets, or liabilities denominated in a currency other than that in which the relevant Net Asset Value will be expressed, will be converted at the relevant foreign currency spot rate on the relevant Dealing Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by, or pursuant to procedures established by the Directors. In this context account shall be taken of hedging instruments used to cover foreign exchange risks;

ix. all other securities, instruments, and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Directors;

x. index, or financial instrument related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index, or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction, which is subject to parameters such as the level of the index, the interest rates, the equity dividend yields and the estimated index volatility.

Where required, an appropriate model, as determined by the Directors, will be used to value the various strategies. The Directors have the right to check the valuations of the swap agreements by comparing them with valuations requested from a third party produced on the basis of retraceable criteria. In the event of any doubt, the Directors are obliged to have the valuations checked by a third party. The valuation criteria must be chosen in such a way that they can be controlled by the independent authorized auditor of the Company. Furthermore, the independent authorized auditor of the Company will carry out their audit of the Company, including procedures relating to the swap agreements;

xi. the value of contracts for differences will be based, on the value of the underlying assets, and may vary according to the value of such underlying assets. Contract for differences will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Directors.

If any investments cannot be valued in accordance with the principles set out above, or where the Board of Directors, acting in good faith, otherwise determine, investments will be valued at fair value as determined by the Directors.

To the extent that the Board of Directors considers that it is in the best interests of the Company, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by Shareholders, an adjustment, as determined by the Board of Directors at its discretion, may be reflected in the Net Asset Value for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred under such conditions.

The Company may further adjust the value of any investment if having regard to its currency, marketability, applicable interest rates, anticipated rates of dividend, maturity, liquidity or any other relevant considerations they consider that such adjustment is required to reflect the fair value thereof.

The Directors may at their discretion permit any other method of valuation to be used if they consider that such method of valuation better reflects the fair value of any asset and/or liability of the Company generally or in particular markets or market conditions and is in accordance with good practice.

II. The liabilities of the Company shall include:

1. all borrowings, loans, bills and accounts payable and all accrued interest on loans or borrowings of the Company (including accrued fees for commitment for such loans or borrowings);

2. all accrued or payable expenses, including, but not limited to, administrative expenses investment advisory and/or management fees, incentive fees, Depositary and paying agent fees, administrator fees, listing fees, domiciliary and corporate agent fees, auditors, and legal fees, together with a sum equal to the value added tax chargeable thereon (if any);

3. all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

4. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

5. an amount as of the relevant Valuation Day representing the projected liability of the relevant calls on Shares in respect of any warrants issued and/or options written by the Company; and

6. an amount as of the relevant Valuation Day representing the projected liability of the Company in respect of costs and expenses to be incurred by the Company in the event of a subsequent liquidation;

7. the formation expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

8. all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Class will be converted into the relevant Base Currency at the rate of exchange determined as of the relevant Valuation Day in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders, subject to Article 12.1 hereof.

IV. For the purpose of this Article:

1. Shares of the Company to be redeemed by the Company with respect to a given Dealing Day shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Company as of the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2. Shares to be issued by the Company with respect to a given Dealing Day shall be treated as being in issue as from the time specified by the Company as of the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company. The price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Base Currency of the relevant Class shall be valued after taking into account the rates of exchange as determined by the Board of Directors for determination of the Net Asset Value of Shares; and

4. Where, as of any Valuation Day, the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, in each case, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known as of such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company and unless the Company has reasons to believe such purchase or sale will not be completed.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors and determined in the Prospectus, such date and time of determination being respectively the Valuation Day and the Valuation Point.

13.2 The Company may, at any time, with prior notification to the Depositary, temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Class and the issue, valuation, sale, purchase, redemption or conversion from and to Shares, under the following circumstances:

(a) during any period when any Recognised Market on which a substantial portion of the investments of the Company are quoted, listed or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings on any such Recognised Market are restricted or suspended;

(b) during any period when, as a result of political, military, economic or monetary events or other circumstances beyond the control, responsibility and power of the Directors, the disposal or valuation of investments by the Company, in the opinion of the Directors, be effected or completed normally or without prejudicing the interests of Shareholders;

(c) in case of any breakdown in the means of communication normally employed in determining the value of any of the Company's investments or during any period when for any other reason the value of the Company's investments cannot, in the opinion of the Directors, be promptly or accurately ascertained;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purposes of making redemption payments or during which the realisation of investments of the Company, or the transfer or payment of funds involved in connection therewith cannot, in the opinion of the Directors, be effected at normal prices or normal rates of exchange;

(e) if exchange, or capital flow restrictions prevent the conduct of transactions or, if the transactions of buying, or selling cannot be completed at normal exchange rates;

(f) following a decision to merge, liquid, or dissolve the Company;

(g) in exceptional circumstances which might adversely affect the interests of the Shareholders, or in the event of numerous applications to repurchase Shares, the Directors reserve the right to abstain from fixing the value of a share, until the transferable securities or other relevant assets in question have been sold;

(h) following the suspension of (i) the calculation of the net asset value per share/unit; (ii) the issue; (iii) the redemption; and/or (iv) the conversion of the shares/units issued at the level of a master UCITS (within the meaning of the UCI Law) in which the Company invests in its quality as feeder UCITS (within the meaning of the UCI Law); and

(i) upon the order of the CSSF (as defined in the Prospectus).

13.3 Notice of any such suspension shall be sent by the Company to the investors, or Shareholders affected, i.e. those who have made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended. If appropriate, the suspension of the calculation of the Net Asset Value shall be published by the Company.

13.4 Such suspension as to any Class shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares in any other Class if the assets within such other Class are not affected to the same extent by the same circumstances.

13.5 Under exceptional circumstances that may adversely affect the interests of Shareholders, or in instances of significant subscription, redemption, or conversion applications, the Board of Directors reserves the right to determine the share price after having executed, as soon as possible, the necessary sales of securities, or other assets. In this case, subscription, redemption, and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the Net Asset Value calculated after the sale of the securities or other assets.

13.6 Any request for subscription, redemption or conversion shall be, in principle, irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share and in the cases and under the conditions provided by the Board of Directors in the Prospectus.

Title III. Administration and supervision

Art. 14. Board of Directors.

14.1 The Company shall be managed by the Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualified, provided however that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The general meeting of Shareholders shall also determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof shall be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

14.2 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

14.3 In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may elect, by majority vote, a director to temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 15. Board Meetings.

15.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (who need not be a director) who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. Either the chairman or any two directors may at any time summon a meeting of the Directors by notice in writing to every director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

15.2 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of an emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing by mail, e-mail, facsimile or any other similar means of communication, or when all Directors are present or represented at the meeting. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

15.3 The chairman shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In his/her/its absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in the case of a meeting of the Shareholders, that any other person shall be in the chair of such meetings.

15.4 The Board of Directors may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, with full power of substitution, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board of Directors under these Articles) and for such period and subject to such conditions as it may think fit, and any such

powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Board of Directors may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him/her/it.

15.5 Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by mail, e-mail or facsimile or any other similar means of communication another director as his/her/its proxy. A Director may represent several of his/her/its colleagues.

15.6 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

15.7 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented.

15.8 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

15.9 Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

15.10 Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the meetings of the Board of Directors. Each Director shall approve such resolution in writing, by mail, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

15.11 Members of the Board of Directors or of any committee thereof may participate in a meeting of the Board of Directors or of such committee by means of conference telephone, videoconference, or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation in a meeting pursuant to this provision shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 16. Powers of the Board of Directors.

16.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policies as determined in Article 19 hereof.

16.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Powers.

18.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

18.2 The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Investment Policies and Restrictions.

19.1 The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

19.2 Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

19.2.1 Transferable Securities or Money Market Instruments;

19.2.2 shares or units of other UCIs, including shares or units of a master UCITS within the meaning of the UCI Law;

19.2.3 deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve(12) months;

19.2.4 financial derivative instruments;

19.2.5 any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

19.3 The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

19.4 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any Regulated Market or any Other Regulated Market of a state of Europe, being or not Member State, of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

19.5 The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market and that such admission be secured within one year of issue.

19.6 In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets in Transferable Securities or Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, another member state of the OECD or of the G20, such non-member state(s) of the OECD as set out in the Prospectus or public international bodies of which one or more Member States are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets.

19.7 The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that: (i) all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their subfunds.

19.8 Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

19.9 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes.

Art. 20. Conflict of Interest.

20.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more Directors or officers of the Company is/are interested in, or is/are (a) director (s), associate(s), officer(s) or employee(s) of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

20.2 In the event that any Directors or officers of the Company may have an interest in any transaction of the Company which conflicts with the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

20.3 Such conflict of interest as referred to in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of any external investment manager appointed by the Company, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Indemnification of Directors. Every Director, agent, auditor, or officer of the Company and his/her/its personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets of the Company against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities ("Losses") incurred or sustained by him/her/it in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his/her/its duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him/her/it in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his/her/its having joined in any receipt for money not received by him/her/it personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company; or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his/her/its office or in relation thereto, unless the same shall happen through his/her/its own gross negligence or wilful misconduct against the Company.

Art. 22. Independent Authorised Auditors.

22.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent authorised auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

22.2 The independent authorised auditor shall fulfil all duties prescribed by the UCI Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company.

23.1 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.2 The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

23.3 It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company.

23.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office or at a place specified in the notice of meeting, at 11.00 a.m. CET on the third Wednesday of the month of January of each year.

23.5 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

23.6 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

23.7 The Board of Directors may convene a general meeting of Shareholders pursuant to a notice setting forth the agenda published to the extent and in the manner required by Luxembourg law and/or sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address indicated by the relevant Shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered Shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several item(s) to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail five days at the latest before the relevant meeting.

If bearer Shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspaper(s), and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

23.8 If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

23.9 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer Shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to deposit their Share certificates with an institution specified in the convening notice at least five (5) days prior to the date of the meeting.

23.10 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

23.11 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

23.12 Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his/her/its proxy in writing, by mail or by facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

23.13 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nihil vote shall not be taken into account.

23.14 Each Shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of Classes of Shares.

24.1 The Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

24.3 The provisions of Article 23, paragraphs 23.2, 23.3, 23.7, 23.8, 23.9, 23.10, 23.11, 23.12, 23.13 and 23.14 shall apply to such general meetings of Shareholders.

Art. 25. Closure of Classes.

25.1 In the event that for any reason the value of the assets in any Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical, political or monetary situation relating to the Class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Class or as a matter of economic rationalisation, which in the opinion of the Directors render this decision necessary, or whenever the interest of the Shareholders demands, the Directors may decide to close one, or several Class(es) in the best interests of the Shareholders, and to redeem all the Shares of the relevant Class at the price per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined by the Directors at that time. The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Class concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

25.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by paragraph 25.1 of this Article, the general meeting of Shareholders of any Class may, upon a proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as of the Dealing Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting.

25.3 Assets which may not be distributed to the relevant beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto.

25.4 All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 26. Mergers. Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Company nor to its Shareholders.

26.1. Mergers decided by the Board of Directors

26.1.1. Company

The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- another existing or new Luxembourg or foreign UCITS (the “New UCITS”); or
- a portfolio thereof,

and, as appropriate, to redesignate the Shares, as shares of this New UCITS, or of the relevant portfolio thereof as applicable.

In case the Company - involved in a merger - is the receiving UCITS (within the meaning of the UCI Law), the Board of Directors will solely decide on the merger and effective date thereof.

In the case the Company - involved in a merger - is the absorbed UCITS (within the meaning of the UCI Law), and hence ceases to exist, the general meeting of the Shareholders, rather than the Board of Directors, has to approve, and decide on the effective date of, such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.2. Mergers decided by the Shareholders

26.2.1. Company

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding section, a merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a Portfolio thereof,

may be decided by a general meeting of the Shareholders for which there shall be no quorum requirement and which will decide on such a merger and its effective date by a resolution adopted at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

General

Shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their Shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the UCI Law.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the 1st October of each year and terminates on the 30 September of the following year.

Art. 28. Distributions.

28.1 The general meeting of Shareholders of the Class or Classes shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

28.2 For any Class or Classes of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in the frequency and amounts determined by the Board of Directors in compliance with the conditions set forth by law.

28.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Payments of distributions to holders of bearer Shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company.

28.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall in its discretion determine from time to time.

28.5. For each Class of Shares, the Board of Directors may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

28.6 The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

28.7 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares.

28.8 No interest shall be payable by the Company on a dividend which has not been claimed by a Shareholder.

Title V. Final provisions

Art. 29. Depositary.

29.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a Depositary agreement with a banking or savings institution - a depositary (the "Depositary") - as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

29.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the UCI Law.

29.3 If the Depositary wishes to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company.

30.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32 hereof.

30.2 Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes.

30.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one quarter of the votes of the Shares represented and validly cast at the meeting.

30.4 The general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation of the Company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidator(s), who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the UCI Law. Such law specifies the steps to be taken to enable the Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provides for a deposit in escrow at the Caisse de Consignation at the time of the close of the liquidation. Liquidation proceeds available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders at the close of the liquidation be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg, where for a period of thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Art. 32. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and the UCI Law, as may be amended from time to time.

Subscription and payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

1) Kennox Asset Management Limited, prenamed, subscribed for the total amount of the initial share capital, i.e., three hundred and ten (310) Shares, resulting in a total payment thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-).

Evidence of the above payments, totalling thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) was given to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to these Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, they will elect the Class or Classes of Shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Transitional dispositions

- 1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 30 September 2014.
- 2) The first annual general meeting will be held in 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated to approximately EUR 3,000.-.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and expressly states that they have been fulfilled.

General meeting of shareholder

The appearing party representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders which resolved as follows:

- 1) The following persons are elected as directors of the Company for a term of office ending at the close of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2015:

(i) Mr. Peter Boyle, born on 13 April 1962 in Glasgow, Scotland, UK, professionally residing at 28 Drumsheugh Gardens, Edinburgh, EH3 7RN, UK;

(ii) Mr. William Jones, born on 11 February 1963 in New-York, United States of America, professionally residing at 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(iii) Ms. Alice Paterson, born on 21 March 1977 in Morges, professionally residing at 28 Drumsheugh Gardens, Edinburgh, EH3 7RN, UK;

- 2) The following person is elected as independent authorized auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) of the Company for a term of office ending at the close of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2015:

KPMG Luxembourg S.à r.l with registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

- 3) The registered office of the Company shall be at 2-4 rue Eugene Ruppert, Vertigo Building - Polaris, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing parties, the present deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Signé: G. GNAZALE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 mai 2014. Relation: LAC/2014/22378. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014072281/870.

(140084464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Fiduciaire Cabexco s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Windhof, le 28/03/2014.

Référence de publication: 2014045168/10.

(140051931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2014.

B&D Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 116.876.

B&D Finance 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 108.206.

I, Francis KESSELER, Notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg),
HEREBY ATTEST AND CERTIFY THAT:

Pursuant to a merger proposal enacted by notarial deed dated 11 April 2014 which has been duly published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1005 dated 19 April 2014, page 48216, B&D Finance S.A., a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme") initially incorporated under the name Nova Première SA by notarial deed drawn up by the notary Joseph Elvinger residing at Luxembourg on 31 May 2006 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1190 dated 19 June 2006, page 57079, having its registered office at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B N°116.876 (the "Absorbing Company") has planned to absorb, by way of merger, B&D Finance 2 S.A., a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme") initially incorporated under the name De Agostini SA, Sicar by notarial deed drawn up by the notary Paul Bettingen residing at Niederanven on 20 May 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 583 dated 17 June 2005, page 27948, having its registered office at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B N°108.206 (the "Absorbed Company").

The absorption by way of merger has been operated in accordance with the provisions of articles 278 and following of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Merger").

All the formalities required under Luxembourg law in relation to the Merger have been accomplished, in particular the conditions as provided for under article 279 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The accounting effect of the Merger is 1st January 2014.

No shareholder of the Absorbing Company required, during the period of one (1) month following the publication in the Mémorial C of the merger proposal, the convening of an extraordinary general meeting of shareholder(s) of the Absorbing Company, called to vote on the approval of the Merger.

Therefore the Merger, already effective among the merging companies since more than one (1) month has elapsed following the publication in the Mémorial C of the merger proposal, will also become effective vis-à-vis third parties from the publication of this certificate in the Mémorial C with the following consequences by operation of law:

- the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and towards third parties, of all of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;
- the Absorbed Company ceases to exist;
- the shares of the Absorbed Company are cancelled;
- all other consequences, as listed in the merger proposal.

Certified in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 22nd May 2014.

Suit la traduction française du texte qui précède, étant entendu qu'en cas de divergences, la version anglaise fera foi:

Je soussigné, Maître Francis KESSELER, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg)
ATTESTE ET CERTIFIE QUE:

Aux termes d'un projet de fusion reçu par acte notarié le 11 avril 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1005 du 19 avril 2014, page 48216, B&D Finance S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, initialement constituée sous la dénomination Nova Première SA en vertu d'un acte reçu par le notaire Joseph Elvinger de résidence à Luxembourg le 31 mai 2006 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1190 du 19 juin 2006, page 57079, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B N°116.876, (la «Société Absorbante») a projeté d'absorber, par voie de fusion, B&D Finance 2 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, initialement constituée sous la dénomination De Agostini SA, Sicar en vertu d'un acte reçu par le notaire Paul Bettingen de résidence à Niederanven le 20 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 583 du 17 juin 2005, page 27948, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B N° 108.206 (la «Société Absorbée»).

L'absorption par voie de fusion a été opérée conformément aux dispositions des articles 278 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Fusion»).

Toutes les formalités requises par la loi luxembourgeoise en relation avec la Fusion ont été accomplies, en particulier les conditions prévues par l'article 279 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Du point de vue comptable, la Fusion prend effet le 1^{er} janvier 2014.

Aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial C du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de l'/des actionnaire(s) de la Société Absorbante, appelée en vue de se prononcer sur l'approbation de la Fusion.

En conséquence, la Fusion, déjà effective entre les sociétés fusionnantes depuis que plus d'un (1) mois s'est écoulé suite à la publication au Mémorial C du projet de fusion, prendra également effet à l'égard des tiers à partir de la publication au Mémorial C du présent certificat, avec les conséquences de par la loi suivantes:

- le transfert d'universalité, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- la Société Absorbée cesse d'exister;
- les actions de la Société Absorbée sont annulées;
- toutes les autres conséquences, telles qu'énumérées dans le projet de fusion.

Ainsi certifié à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072753/76.

(140085426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2014.

DJE Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 90.412.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft DJE INVESTMENT S.A., mit Sitz in Strassen, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 90412, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Aktiengesellschaft DJE INVESTMENT S.A. wurde gegründet gemäß Urkunde des Notars Frank Baden vom 19. Dezember 2002, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 76 vom 24. Januar 2003. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 12. Oktober 2009, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 2240 vom 17. November 2009.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1) Anpassung der Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EU sowie die nationalen Bestimmungen in Luxemburg insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks (Artikel drei)

2) Verschiedenes

Die Änderungen treten mit Wirkung zum 8. Mai 2014 in Kraft.

II.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Sammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass sämtliche Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung vertreten sind und die Aktionäre erklären, Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, sodass auf eine förmliche Einberufung zu dieser Sitzung verzichtet werden konnte

IV.- Die Versammlung, in der das gesamte Aktienkapital vertreten ist, ist befugt, in rechtsgültiger Weise über die vorstehende Tagesordnung zu beschließen.

Es wurden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EU sowie an die nationalen Bestimmungen in Luxemburg insbesondere hinsichtlich des Gesellschaftszwecks (Artikel drei) anzupassen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Satzung wie folgt neuzufassen:

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht und führt den Namen „DJE Investment S.A.“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Strassen.

Sollten politische Umstände oder höhere Gewalt die Tätigkeit der Gesellschaft behindern oder zu behindern drohen, kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Maßnahme berührt die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft nicht.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung von Organismen für gemeinsame Anlagen. Zu diesen zählen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere (nachfolgend: OGAW) gemäß des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und seinen Abänderungen (nachfolgend: Gesetz von 2010) und Alternative Investmentfonds (nachfolgend: AIF) gemäß des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter Alternativer Investmentfonds (nachfolgend: Gesetz von 2013) sowie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (nachfolgend: OGA), die nicht unter die genannten Gesetze fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß der genannten Gesetze vertrieben werden können. Die Gesellschaft kann Ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die der Erreichung ihrer Zwecke förderlich sind und im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 15 des Gesetzes von 2010 sowie des Gesetzes von 2013 sind. Die Gesellschaft darf keine andere Tätigkeit ausüben als die gemäß Artikel 101 Absatz 2 des Gesetzes von 2010 sowie gemäß Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes von 2013 genannte.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt. Die Gesellschaft kann durch, unter den für Satzungsänderungen geltenden gesetzlichen und satzungsmäßigen Bedingungen gefassten, Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 125.000,00 (einhundertfünfundzwanzigtausend) und ist eingeteilt in 2.500 (zweitausendfünfhundert) Stammaktien mit einem Nennwert von 50 EURO (fünfzig EURO) je Aktie.

Das Gesellschaftskapital ist voll eingezahlt.

Art. 6. Die Stammaktien sind Namensaktien.

Art. 7. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für die Dauer von bis zu sechs Jahren von der Generalversammlung bestellt; sie können von ihr jederzeit abberufen werden. Eine Wiederwahl ist möglich. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden, von der Generalversammlung benannten Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen, dessen Bestellung von der nächstfolgenden Generalversammlung bestätigt werden muss.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat wird einen Vorsitzenden bestimmen. In Abwesenheit des Vorsitzenden wird der Vorsitz einem stellvertretenden Vorsitzenden oder einem anderen Verwaltungsratsmitglied übertragen. Der Verwaltungsrat gibt sich eine Geschäftsordnung.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das dazu durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben bevollmächtigt wurde. Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefaßt wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben eingeholt werden.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Im Falle einer Stimmgleichheit ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Mitgliedern des Verwaltungsrats vertreten.

Der Verwaltungsrat ernennt in Übereinstimmung mit Art. 102 des Gesetzes von 2010 mindestens zwei Geschäftsführer der Gesellschaft und betraut diese mit der täglichen Geschäftsführung. Falls ein Geschäftsführer ein Mitglied des Verwaltungsrats ist, muss die Generalversammlung den Verwaltungsrat dazu ermächtigen, dieses Mitglied als Geschäftsführer zu ernennen. Jede dieser Bestellungen kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die ernannten Geschäftsführer verfügen über die ihnen vom Verwaltungsrat eingeräumten Rechte und auferlegten Verpflichtungen. Ferner kann der Verwaltungsrat auch Bevollmächtigte ernennen.

Sind zwei oder mehrere Geschäftsführer bestellt, wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einem Bevollmächtigten vertreten.

Die Gesellschaft kann auch durch zwei Bevollmächtigte, die vorher die Zustimmung zu dem Geschäft von mindestens einem Geschäftsführer erhalten haben, vertreten werden. Die Einzelheiten/der Umfang der Vertretungsbefugnis der Bevollmächtigten werden von dem Verwaltungsrat beschlossen.

Der Verwaltungsrat kann einzelnen oder mehreren Geschäftsführern Einzelvertretungsbefugnis erteilen.

Sind zwei oder mehrere Geschäftsführer bestellt, so hat die Geschäftsführung eine Geschäftsordnung zu erarbeiten und diese dem Verwaltungsrat zur Kenntnis zu geben.

Art. 9. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrats sind vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung und einem der anderen Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen, Vollmachten sind dem Protokoll anzuheften.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats oder zwei Verwaltungsratsmitglieder sind ermächtigt, Kopien oder Auszüge solcher Sitzungsprotokolle zu unterzeichnen.

Art. 10. Die Kontrolle der Jahresabschlüsse der Gesellschaft ist einem externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer, der über eine angemessene berufliche Erfahrung verfügt, zu übertragen, welcher von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt wird.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet am 3.

Donnerstag des Monats April eines jeden Jahres um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, und der in der Einladung angegeben ist, statt. Fällt dieser Tag auf einen Tag, der nicht Bankarbeitstag ist, wird die Generalversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

Generalversammlungen einschließlich der jährlichen Generalversammlung können auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat dies aus Gründen der höheren Gewalt beschließt; eine solche Entscheidung ist unanfechtbar.

Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung, sowie von denjenigen Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

Art. 12. Von der Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen über die Einberufung von Generalversammlungen kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind.

Jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Bevollmächtigten ausüben, der nicht Aktionär zu sein braucht. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 13. Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden.

Insbesondere sind der Generalversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- a) Die Satzung zu ändern;
- b) Mitglieder des Verwaltungsrates und den Wirtschaftsprüfer zu bestellen und abzurufen und ihre Vergütungen festzusetzen;
- c) die Einwilligung zur Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates zu erteilen;
- d) die Berichte des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers entgegenzunehmen;
- e) die jährliche Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen;
- f) den Mitgliedern des Verwaltungsrates Entlastung zu erteilen;
- g) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen;
- h) die Gesellschaft aufzulösen.

Art. 14. Gemäß der in Artikel 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (nachfolgend: Gesetz von 1915) enthaltenen Bestimmungen ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Interimdividenden an die Aktionäre auszuzahlen. Beschlüsse über Ausschüttungen aus den Fondsvermögen an die Anteilinhaber der von der Gesellschaft verwalteten OGAW, OGA und AIF werden vom Verwaltungsrat beschlossen.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 16. Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2010 und 2013.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, dass die Änderungen mit Wirkung zum 8. Mai 2014 in Kraft treten.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Versammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: U. BERG, V. AUGSDÖRFER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 mai 2014. Relation: LAC/2014/21576. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. Mai 2014.

Référence de publication: 2014068098/154.

(140079941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2014.

BCV Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.841.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of the month of April,
Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

BCV Management S.A., a société anonyme incorporated under Luxembourg law, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 117.854 ("BCV") acting as manager (associé commandité) of BCV Investments S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and being registered with the RCS under number B 117.841 (the "Company"), incorporated on 10 July 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n° 1724 of 15 September 2006, represented by Mrs Danièle Arendt, with professional address at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, acting as delegate of the board of directors, represented in turn by Maître Julien De Mayer, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to the two (2) decisions of the delegate of the Board of Directors of BCV dated 31 March 2014 (the "Delegate Decisions"), copies of which are attached hereto to be registered with the present deed. The articles of association of the Company were amended for the last time by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 12 April 2013 published in the Mémorial number 1088 of 8 May 2013;

The appearing party requested the notary to record his declarations as follows:

(A) Capitalised Terms used herein shall have the meaning given thereto in the articles of incorporation of the Company;

(B) the articles of the Company provide for an authorised share capital of one hundred and fifty million Euro (€150,000,000) represented by six hundred million (600,000,000) Ordinary Shares (regardless of class), each with a nominal value of twenty-five Euro cents (€0.25);

(C) the authorised un-issued share capital (and any authorisation granted to the Board of Directors in relation thereto) is valid from the date of the decision of the general meeting of the Company taken on 12 April 2013 and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording such decision in the Mémorial (i.e. 8 May 2018);

(D) the extraordinary general meeting of the Company of 14 May 2012, published in the Mémorial n°1327 of 30 May 2012, deciding on the reduction of the share capital of the Company and authorised BCV to determine the conditions of such reduction as set forth therein (the "Share Capital Reduction Authorisation")

Pursuant to the powers delegated by the Board of Directors and the Delegate Decision, the following is to be recorded by the present deed, all of which occurred on 31st March 2014:

(A) On 31st March 2014, five hundred ninety-three million two hundred fifty thousand and nine hundred (593,250,900) new shares (namely eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class A, eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class C, eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class D, eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class E, eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class F, eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and twenty-eight (84,750,128) Class G and eighty-four million seven hundred fifty thousand one hundred and thirty-two (84,750,132) Class H Shares) were issued within the authorised share capital of the Company through the conversion of (i) all the five hundred sixty-six million four hundred thousand (566,400,000) convertible preferred equity certificates (obligations convertibles préférentielles) ("CPECs") issued by the Company each with a nominal value of €1.25 and a conversion ratio of 1 CPEC for 1 share of the Company with a premium of €1 per converted CPEC and (ii) all the twenty-six million eight hundred fifty thousand nine hundred (26,850,900) convertible bonds (obligations convertibles) ("CLN") issued by the Company each with a nominal value of €1.25 and a conversion ratio of 1 CLN for 1 share of the Company with a premium of €1 per converted CLN and for a total amount of seven hundred forty-one million five hundred sixty-three thousand

six hundred twenty-five Euro (€741,563,625) (the “Conversion Value”) to the holders of CPECs and CNLs as set forth against their respective name in the table set forth in the Schedules attached to the Delegate Decision and the issued share capital of the Company was increased accordingly by an amount of one hundred forty-eight million three hundred twelve thousand seven hundred and twenty-five Euro (€148,312,725) to one hundred fifty-three million seven hundred fifty-nine thousand two hundred and thirty seven Euro and seventy-five cents (€153,759,237.75) (the “Conversion”).

(B) On 31st March 2014, in accordance with the Share Capital Reduction Authorisation, the share capital of the Company was reduced by an amount of five hundred forty-four thousand six hundred and fifty-one Euro and twenty-five cents (€544,651.25) through the repurchase and cancellation by the Company of the entire Class K shares (being two million one hundred seventy-eight thousand six hundred and five (2,178,605) Class K Shares) for an aggregate Total Cancellation Amount of three hundred thirty-two million nine hundred eighty-eight thousand five hundred and twenty-six Euro and thirty-seven cents (€332,988,526.37) (being a Cancellation Value per Share of EUR 152.8448371182).

(C) As a consequence of (A) and (B) above, article 5.1.1.1 and articles 5.1.2.1 are amended as set forth below and article 5.1.2.3 is deleted:

“5.1.1.1 The Company has an issued and subscribed fully-paid-up capital of one hundred fifty-three million two hundred fourteen thousand five hundred and eighty-six Euro and fifty cents (EUR153,214,586.50) divided into,

(i) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class A ordinary shares (the “Class A Ordinary Shares”),

(ii) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class C ordinary shares (the “Class C Ordinary Shares”),

(iii) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class D ordinary shares (the “Class D Ordinary Shares”),

(iv) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class E ordinary shares (the “Class E Ordinary Shares”),

(v) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class F ordinary shares (the “Class F Ordinary Shares”),

(vi) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty three (86,928,733) class G ordinary shares (the “Class G Ordinary Shares”),

(vii) Eighty six million nine hundred twenty eight thousand seven hundred thirty seven (86,928,737) class H ordinary shares (the “Class H Ordinary Shares”),

(viii) two million one hundred seventy eight six hundred and five (2,178,605) class I ordinary shares (the “Class I Ordinary Shares”),

(ix) two million one hundred seventy eight six hundred and five (2,178,605) class J ordinary shares (the “Class J Ordinary Shares”), and

(x) one (1) Unlimited Share,

each with a nominal value of twenty-five Euro cents (€0.25) per Share and all of said Shares being fully paid.

The issued and subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.”

“5.1.2.1 The authorized un-issued capital of the Company is set at one million six hundred eighty-seven thousand two hundred and seventy-five Euro (€1,687,275) represented by six million seven hundred forty-nine thousand and one hundred (6,749,100) Ordinary Shares (regardless of class), each with a nominal value of twenty-five Euro cents (€0.25).”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 8,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed of record is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading the present deed of record the representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

BCV Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le

«RCS») sous le numéro B 117.854 («BCV») agissant en tant qu'associé commandité de BCV Investments S.C.A., une société en commandite par actions, constituée le 10 juillet 2006 en vertu des lois du Luxembourg, dont le siège social est situé au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 117.841 (la «Société»), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1724 du 15 septembre 2006, représentée par Madame Danièle Arendt, demeurant professionnellement au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, agissant en tant que délégué du conseil d'administration, à son tour représentée par Maître Julien De Mayer, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu des deux (2) décisions du délégué du Conseil d'Administration de BCV du 31 mars 2014 (les «Décisions du Délégué»), dont une copie est annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 12 avril 2013 par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial numéro 1088 du 8 mai 2013;

La partie comparante a requis le notaire d'acter ses déclarations comme suit:

(A) Les termes commençant par une majuscule utilisés dans le présent acte auront la signification qui leur est conférée dans les statuts de la Société;

(B) Les statuts de la Société prévoient un capital social autorisé de cent cinquante millions d'euros (150.000.000 €) représenté par six cent millions (600.000.000) d'Actions Ordinaires (indépendamment de la classe), d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euro (€0,25) chacune;

(C) Le capital social autorisé non émis (et toute autorisation y afférente donnée au Conseil d'Administration) est valable à compter de la date de la décision de l'assemblée générale de la Société prise le 12 avril 2013 et se terminant le jour du cinquième anniversaire de la date de publication de l'acte notarié constatant cette décision au Mémorial (c.-à-d. le 8 mai 2018);

(D) L'assemblée générale extraordinaire de la Société du 14 mai 2012, publié au Mémorial numéro 1327 du 30 mai 2012, décidant de réduire le capital social de la Société et a autorisé BCV à fixer les conditions de la réduction énoncée dans le présent acte (l'«Autorisation de Réduction du Capital Social»)

En vertu des pouvoirs délégués par le Conseil d'Administration et la Décision du Délégué, ce qui suit doit être constaté par le présent acte, l'ensemble de ces points ayant eu lieu le 31 mars 2014:

(A) Le 31 mars 2014, cinq cent quatre-vingt-treize millions deux cent cinquante mille neuf cents (593.250.900) nouvelles actions (à savoir quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe A, quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe C, quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe D, quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe E, quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe F, quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent vingt-huit (84.750.128) Actions de Classe G et quatre-vingt-quatre millions sept cent cinquante mille cent trente-deux (84.750.132) Actions de Classe H) ont été émises dans les limites du capital social autorisé de la Société par la conversion de (i) l'ensemble des cinq cent soixante-six millions quatre cent mille (566.400.000) obligations convertibles préférentielles (convertible preferred equity certificates) («CPEC») émises par la Société ayant chacune une valeur nominale de 1,25 € et un taux de conversion d'un 1 CPEC pour 1 action de la Société avec une prime de 1 € par CPEC converti et (ii) l'ensemble des vingt-six millions huit cent cinquante mille neuf cents (26.850.900) obligations convertibles («CLN») émises par la Société chacune ayant une valeur nominale de 1,25 € et un taux de conversion de 1 CLN pour 1 action de la Société avec une prime de 1 € par CLN convertie et pour un montant total de sept cent quarante et un millions cinq cent soixante-trois mille six cent vingt-cinq euros (741.563.625) (la «Valeur de Conversion») aux détenteurs de CPEC et CNL tel qu'indiqué à côté de leur nom respectif dans le tableau énoncé dans les Annexes annexées à la Décision du Délégué et le capital social émis de la Société a été augmenté en conséquence d'un montant de cent quarante-huit millions trois cent douze mille sept cent vingt-cinq euros (€148.312.725) pour le porter à cent cinquante-trois millions sept cent cinquante-neuf mille deux cent trente-sept euros et soixante-quinze centimes (€153.759.237,75) (la «Conversion»).

(B) Le 31 mars 2014, conformément à l'Autorisation de la Réduction du Capital Social, le capital social de la Société a été réduit d'un montant de cinq cent quarante-quatre mille six cent cinquante et un euros et vingt-cinq centimes (€ 544.651,25) par le rachat et l'annulation par la Société de la totalité des actions de Classe K (soit deux millions cent soixante-dix-huit mille six cent cinq (2.178.605) Actions de Classe K) pour un Montant Total d'Annulation de trois cent trente-deux millions neuf cent quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-six euros et trente-sept centimes (€332.988.526,37) (soit une Valeur d'Annulation par Action de €152,8448371182).

(C) Suite aux points (A) et (B) ci-dessus, les articles 5.1.1.1 et 5.1.2.1 sont modifiés tels qu'énoncés ci-dessous et l'article 5.1.2.3 est supprimé:

«5.1.1.1 La Société a un capital émis et entièrement souscrit et payé de cent cinquante-trois millions deux cent quatorze mille cinq cent quatre-vingt-six euros et cinquante centimes (153.214.586,50 EUR) divisé en

(i) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A»),

(ii) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»),

(iii) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe D (les «Actions Ordinaires de Classe D»),

(iv) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe E (les «Actions Ordinaires de Classe E»),

(v) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe F (les «Actions Ordinaires de Classe F»),

(vi) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-trois (86.928.733) actions ordinaires de classe G (les «Actions Ordinaires de Classe G»),

(vii) quatre-vingt-six millions neuf cent vingt-huit mille sept cent trente-sept (86.928.737) actions ordinaires de classe H (les «Actions Ordinaires de Classe H»),

(viii) deux millions cent soixante-dix-huit mille six cent cinq (2.178.605) actions ordinaires de classe I (les «Actions Ordinaires de Classe I»),

(ix) deux millions cent soixante-dix-huit mille six cent cinq (2.178.605) actions ordinaires de classe J (les «Actions Ordinaires de Classe J»), et

(x) une (1) Action de Commandité,

chacune d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euro (0,25 €) par Action, toutes ces Actions étant entièrement libérées.

Le capital émis et souscrit de la Société peut être augmenté ou diminué par résolution des Actionnaires adoptée dans les formes requises pour la modification de ces Statuts.»

«5.1.2.1 Le capital autorisé mais non émis de la Société est fixé à un million six cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante-quinze euros (1.687.275 €) représenté par six millions sept cent quarante-neuf mille cent (6.749.100) Actions Ordinaires (sans tenir compte de la classe), chacune d'une valeur nominale de vingt-cinq cents d'euro (0,25 €).»

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à EUR 1.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent constat est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent constat, le représentant de la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: J. DE MAYER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 avril 2014. Relation: LAC/2014/19559. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072782/197.

(140085847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2014.

MiNe Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.168.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le sept mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Michaël NEERDAEL, administrateur de sociétés, né à Huy (Belgique), le 2 janvier 1986, demeurant à B-4520 Antheit, 19, rue Rouge Flamme.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'il déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "MiNe Capital S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société a également pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la location, la cession ainsi que la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers pour compte propre, tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions avec une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de

la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 15.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul." L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être

limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au

conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, dont obligatoirement celle du président du conseil d'administration, ou (ii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2015.
3. Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration et le premier administrateur-délégué peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les mille (1.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Michaël NEERDAEL, pré-qualifié, et entièrement libérées par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - Monsieur Georges NEERDAEL, administrateur de société, né à Wareme (Belgique), le 22 juin 1959, demeurant à B-4520 Antheit, 19, rue Rouge Flamme;
 - Monsieur Henri NEERDAEL, éducateur sportif, né à Huy (Belgique), le 23 février 1989, demeurant à B-4520 Antheit, 19, rue Rouge Flamme;
 - La société anonyme "PATRIMONIA CONSULTING", établie et ayant son siège social à L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147331.
4. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur David BOUCHAT, administrateur de sociétés, né à Namur (Belgique), le 12 septembre 1980, demeurant à B-6280 Gerpinnes, 83, rue des Flaches, est nommé représentant permanent de l'administratrice mentionnée ci-avant sous c).
5. La société à responsabilité limitée "GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l.", en abrégé "G.C.A. S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 109939, est appelée à la fonction de commissaire aux comptes de la Société.
6. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'actionnaire unique nomme Monsieur Georges NEERDAEL, pré-qualifié, comme président du conseil d'administration et administrateur-délégué.
7. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2019.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. NEERDAEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2014 LAC/2014/22040 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 26 mai 2014.

Référence de publication: 2014073148/274.

(140085558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2014.

Jindal Films Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 175.392.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of April.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

JPF Luxembourg Holding, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177 664 ("JPF Luxembourg Holding"),

here represented by Regis Galiotto, notary clerk, having his professional address at 101 r. Cents, 1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire capital of Jindal Films Europe S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and its registered office at 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies

Register under number B 175392, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit dated 31 January 2013 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 880 of 13 April 2013 and whose articles of association have last been amended by a deed of Maître Francis Kessler dated 8 November 2013 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 203 of 23 January 2014 (the "Company").

II. The issued capital of the Company is set at twenty thousand euro (EUR 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The Sole Shareholder then made the following declarations:

A. Common Merger

Plan The joint merger proposal (the "Merger Proposal") setting out the terms and conditions of the merger (the "Merger") between JPF Luxembourg Holding, being the Sole Shareholder of the Company, as the absorbed company (the "Absorbed Company") and the Company, as the acquiring company (the "Acquiring Company", and together with the Acquiring Company, the "Merging Entities") was approved by the board of managers of the Acquiring Company, on 21 February 2014 and by the board of managers of the Absorbed Company, on 25 February 2014.

On 27 February 2014, the Merger Proposal has been filed with the Luxembourg Trade and Companies' Register. The Merger Plan has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 576 dated 5 March 2014.

B. Reports of the Management

JPF Dutch B.V., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Strawinskylaan 1143C-11, Amsterdam, the Netherlands, registered with the Dutch Trade Register under number 57025681 ("JPF Dutch B.V.") acting as the sole shareholder of the Absorbed Company and in its turn, the Absorbed Company, acting as the sole shareholder of the Acquiring Company, decided, by written resolutions, to waive the requirement of a special report of the management board commenting on the Merger Proposal, as permitted in accordance with Article 265 (3) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "Act").

C. Report by an independent expert

JPF Dutch B.V., acting as the sole shareholder of the Absorbed Company and in its turn, the Absorbed Company, acting as the sole shareholder of the Acquiring Company, decided, by written resolutions, to waive the requirement of a special report of an independent statutory auditor, commenting on the Merger Proposal, as permitted in accordance with Article 266 (5) of the Act.

D. Public Documentation

On 6 March 2014, the documents provided for by Article 267 of the Act have been deposited at the registered offices of the Merging Entities.

IV. The Sole Shareholder then adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder, in its capacity as the sole shareholder of the Company, resolved to approve the Merger between the Absorbed Company and the Acquiring Company in accordance with the terms and conditions of the Merger Proposal.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledged and approved that as a consequence of the Merger:

1. all of the assets and liabilities of the Absorbed Company will be vested in the Acquiring Company and will thereafter be the property of the Acquiring Company;
2. the Acquiring Company will be liable for all obligations of the Absorbed Company;
3. by operation of law, the Absorbed Company will cease to exist and the 920,864 shares of the share capital of the Absorbed Company will be cancelled and exchanged against 920,864 shares issued by the Acquiring Company;
4. by operation of law, JPF Dutch B.V., as sole shareholder of the Absorbed Company, will become the sole shareholder of the Acquiring Company and will be allocated the 920,864 new shares to be issued by the Acquiring Company;
5. the Merger shall, in accordance with article 273 of the Act, become effective upon publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations);
6. Irrespective of the effective date of the Merger, all transactions of the Absorbed Company will be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf and for the account of the Acquiring Company as from 1 January 2014; and
7. the articles of associations of the Acquiring Company will remain unchanged after the Merger save as article 5 relating to the share capital of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder decide to approve that, as a consequence of the Merger, the twenty thousand issued shares (20,000) of the share capital of the Company shall be cancelled and that the Company shall issue nine hundred twenty thousand eight hundred sixty-four (920,864) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each to the sole shareholder.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decided to approve that as a consequence of the Merger, paragraph 1 of article 5 of the articles of association of the Company shall now read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at nine hundred twenty thousand eight hundred sixty-four euro (EUR 920,864.-) divided into nine hundred twenty thousand eight hundred sixty-four (920,864) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up."

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Partnership and of the Merger Proposal.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of these resolutions are estimated at two thousand Euros (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, the proxy-holder signed this deed, together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'avril.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

JPF Luxembourg Holding, une société privée à responsabilité limitée de droit luxembourgeois établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177664 ("JPF Luxembourg Holding"),

ici représentée par Regis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101 r. Cents, 1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. La comparante est l'associé unique ("l'Associé Unique") détenant toutes les parts sociales représentant la totalité du capital de Jindal Films Europe S.à r.l., une société privée à responsabilité limitée établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175392, constituée par un acte de Maître Gerard Lecuit du 31 janvier 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 880 le 13 avril 2013 et dont les statuts ont été modifiés dernièrement par un acte de Maître Francis Kessler daté du 8 novembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 203 du 23 janvier 2014 (la "Société").

II. Le capital émis de la Société est fixé à vingt mille euros (EUR 20.000,-) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

III. L'Associé Unique a ensuite fait les déclarations suivantes:

A. Plan de Fusion

Le projet de fusion commun (le "Projet de Fusion") définissant les termes et conditions de la fusion (la "Fusion") entre JPF Luxembourg Holding, étant l'Associé Unique de la Société, en qualité de société absorbée (la "Société Absorbée") et la Société, en qualité de société absorbante (la "Société Absorbante", et ensemble avec la Société Absorbée, les "Sociétés Fusionnantes") a été approuvé par le conseil de gérance de la Société Absorbante, le 21 février 2014 et par le conseil de gérance de la Société Absorbée, le 25 février 2014.

Le 27 février 2014, le Projet de Fusion a été déposé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourgeois. Le Projet de Fusion a également été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 576 du 5 mars 2014.

B. Rapport Commun des conseils de gérance

JPF Dutch B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais, ayant son siège social Strawinskylaan 1143C-11, Amsterdam, Pays-Bas, enregistrée au Registre du Commerce néerlandais sous le numéro 57025681 ("JPF Dutch B.V."), agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée et à son tour, la Société Absorbée, agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbante, ont décidé, par résolutions écrites, de renoncer au rapport spécial du conseil de gestion commentant le projet de Fusion, tel que prévu par l'Article 265 (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

C. Rapport d'un expert indépendant

JPF Dutch B.V., agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée et à son tour, la Société Absorbée, agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbante, ont décidé, par résolutions écrites, de renoncer au rapport spécial d'un réviseur d'entreprise indépendant commentant le Projet de Fusion, tel que prévu par l'Article 266 (5) de la Loi.

D. Documentation Public

Le 6 mars 2014, les documents listés par l'article 267 de la Loi ont été déposés aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes.

IV. L'Associé Unique a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique, en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'approuver la Fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante, conformément aux termes et conditions prévus par le Projet de Fusion.

Seconde résolution

L'Associé Unique prend acte et approuve que, suite à la Fusion:

1. l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante et deviendront la propriété de cette dernière;

2. la Société Absorbante sera responsable de la totalité du passif de la Société Absorbée;

3. par effet de la loi, la Société Absorbée cessera d'exister et les 920.864 parts sociales du capital social de la Société Absorbée seront annulées et échangées contre 920.864 parts sociales émises par la Société Absorbante;

4. par effet de la loi, JPF Dutch B.V., en tant qu'associé unique de la Société Absorbée, deviendra l'associé unique de la Société Absorbante et recevra les 920.864 nouvelles parts sociales devant être émises par la Société Absorbante;

5. la Fusion entrera en vigueur conformément à l'article 273 de la Loi dès la publication de ce présent acte dans la gazette officielle du Grand-Duché de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations);

6. nonobstant la date d'entrée en vigueur de la Fusion, toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2014; et

les statuts de la Société Absorbante resteront inchangés après la Fusion avec pour exception l'article 5 concernant le capital social de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique prend acte et approuve que, suite à la Fusion, les vingt-mille (20.000) parts sociales émises par la Société sont annulées et que neuf cent vingt mille huit cent soixante-quatre (920.864) nouvelles parts sociales sont émises par la Société, chacune ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1), et souscrites par l'Associé Unique.

Quatrième résolution

L'Associé Unique prend acte et approuve que, suite à la Fusion, le paragraphe 1 de l'article 5 des statuts se lira désormais comme suit:

" **Art. 5. Capital Emis.** Le capital émis de la Société est fixé à neuf cent vingt mille huit cent soixante-quatre Euros (EUR 920.864,00) divisé en neuf cent vingt mille huit cent soixante-quatre (920.864) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées."

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité de l'acte et les formalités qui incombent la Société en relation avec le Projet de Fusion.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes résolutions à deux mille Euros (EUR 2.000.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et de préciser qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. Relation: LAC/2014/18270. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014073060/193.

(140084379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2014.

JPF Luxembourg Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 177.664.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of April.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

JPF Dutch B.V., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Strawinskylaan 1143C-11, Amsterdam, the Netherlands, registered with the Dutch Trade Register under number 57025681 ("JPF Dutch B.V.")

here represented by Regis Galiotto, notary clerk, having his professional address at 101 r. Cents, 1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire capital of JPF Luxembourg Holding, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177664, incorporated by a deed of Maître Francis Kessler dated 14 May 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1725 dated 18 July 2013 and whose articles of association have not been amended since (the "Company").

II. The issued capital of the Company is set at nine hundred twenty thousand eight hundred sixty-four euros (EUR 920,864) divided into nine hundred twenty thousand eight hundred sixty-four (920,864) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The Sole Shareholder then made the following declarations:

A. Common Merger Plan

The joint merger proposal (the "Merger Proposal") setting out the terms and conditions of the merger (the "Merger") between the Company, as the absorbed company (the "Absorbed Company") and Jindal Films Europe S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and its registered office at 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175392, a subsidiary wholly-owned by the Company, as the acquiring company (the "Acquiring Company", and together with the Acquiring Company, the "Merging Entities") was approved by the board of managers of the Acquiring Company, on 21 February 2014 and by the board of managers of the Absorbed Company, on 25 February 2014.

On 27 February 2014, the Merger Proposal has been filed with the Luxembourg Trade and Companies' Register. The Merger Plan has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 576 dated 5 March 2014.

B. Reports of the Management

JPF Dutch B.V., acting as the sole shareholder of the Absorbed Company and in its turn, the Absorbed Company, acting as the sole shareholder of the Acquiring Company, decided, by written resolutions, to waive the requirement of a special report of the management board commenting on the Merger Proposal, as permitted in accordance with Article 265 (3) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "Act").

C. Report by an independent expert

JPF Dutch B.V., acting as the sole shareholder of the Absorbed Company and in its turn, the Absorbed Company, acting as the sole shareholder of the Acquiring Company, decided, by written resolutions, to waive the requirement of a special report of an independent statutory auditor, commenting on the Merger Proposal, as permitted in accordance with Article 266 (5) of the Act.

D. Public Documentation

On 6 March 2014, the documents provided for by Article 267 of the Act have been deposited at the registered offices of the Merging Entities.

IV. The Sole Shareholder then adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Company, resolved to approve the Merger between the Absorbed Company and the Acquiring Company in accordance with the terms and conditions of the Merger Proposal.

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledged and approved that as a consequence of the Merger:

1. all of the assets and liabilities of the Absorbed Company will be vested in the Acquiring Company and will thereafter be the property of the Acquiring Company;
2. the Acquiring Company will be liable for all obligations of the Absorbed Company;
3. by operation of law, the Absorbed Company will cease to exist and the 920,864 shares of the share capital of the Absorbed Company will be cancelled and exchanged against 920,864 shares issued by the Acquiring Company;
4. by operation of law, JPF Dutch B.V., as sole shareholder of the Absorbed Company, will become the sole shareholder of the Acquiring Company and will be allocated the 920,864 new shares to be issued by the Acquiring Company;
5. the Merger shall, in accordance with article 273 of the Act, become effective upon publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations);
6. Irrespective of the effective date of the Merger, all transactions of the Absorbed Company will be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf and for the account of the Acquiring Company as from 1 January 2014; and
7. the articles of associations of the Acquiring Company will remain unchanged after the Merger.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Partnership and of the Merger Proposal.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of these resolutions are estimated at four thousand Euro (EUR 4,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, the proxy-holder signed this deed, together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'avril.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

JPF Dutch B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais, ayant son siège social Strawinskylaan 1143C-11, Amsterdam, Pays-Bas, enregistrée au Registre du Commerce néerlandais sous le numéro 57025681 ("JPF Dutch B.V."),

ici représentée par Regis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101 r. Cents, 1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. La comparante est l'associé unique ("l'Associé Unique") détenant toutes les parts sociales représentant la totalité du capital de JPF Luxembourg Holding, une société privée à responsabilité limitée de droit luxembourgeois établie et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, dont le siège social est sis 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177664, constituée par un acte de Maître Francis Kessler du 14 mai 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°1725 du 18 juillet 2013 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (la "Société").

II. Le capital émis de la Société est fixé à neuf cent vingt mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 920.864) divisé en neuf cent vingt mille huit cent soixante-quatre (920.864) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

III. L'Associé Unique a ensuite fait les déclarations suivantes:

A. Plan de Fusion

Le projet de fusion commun (le "Projet de Fusion") définissant les termes et conditions de la fusion (la "Fusion") entre la Société, en qualité de société absorbée (la "Société Absorbée") et Jindal Films Europe S.à r.l., une société privée à responsabilité limitée établie et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, dont le siège social est sis 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175392, une filiale entièrement détenue par la Société, en qualité de société absorbante (la "Société Absorbante", et ensemble avec la Société Absorbée, les "Sociétés Fusionnantes") a été approuvé par le conseil de gérance de la Société Absorbante, le 21 février 2014 et par le conseil de gérance de la Société Absorbée, le 25 février 2014.

Le 5 mars 2014, le Projet de Fusion a été déposé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourgeois. Le Projet de Fusion a également été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°576 du 5 mars 2014.

B. Rapport Commun des conseils de gérance

JPF Dutch B.V., agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée et à son tour, la Société Absorbée, agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbante, ont décidé, par résolutions écrites, de renoncer au rapport spécial du conseil de gestion commentant le projet de Fusion, tel que prévu par l'Article 265 (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

C. Rapport d'un expert indépendant

JPF Dutch B.V., agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée et à son tour, la Société Absorbée, agissant en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbante, ont décidé, par résolutions écrites, de renoncer au rapport spécial d'un réviseur d'entreprise indépendant commentant le Projet de Fusion, tel que prévu par l'Article 266 (5) de la Loi.

D. Documentation Public

Le 6 mars 2014, les documents listés par l'article 267 de la Loi ont été déposés aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes.

IV. L'Associé Unique a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique, en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'approuver la Fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante, conformément aux termes et conditions prévus par le Projet de Fusion.

Seconde résolution

L'Associé Unique prend acte et approuve que, suite à la Fusion:

1. l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante et deviendront la propriété de cette dernière;
2. la Société Absorbante sera responsable de la totalité du passif de la Société Absorbée;
3. par effet de la loi, la Société Absorbée cessera d'exister et les 920.864 parts sociales du capital social de la Société Absorbée seront annulées et échangées contre 920.864 parts sociales émises par la Société Absorbante;
4. par effet de la loi, JPF Dutch B.V., en tant qu'associé unique de la Société Absorbée, deviendra l'associé unique de la Société Absorbante et recevra les 920.864 nouvelles parts sociales devant être émises par la Société Absorbante;
5. la Fusion entrera en vigueur conformément à l'article 273 de la Loi dès la publication de ce présent acte dans la gazette officielle du Grand-Duché de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations);
6. nonobstant la date d'entrée en vigueur de la Fusion, toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2014; et
7. les statuts de la Société resteront inchangés après la Fusion.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité de l'acte et les formalités qui incombent la Société en relation avec le Projet de Fusion.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes résolutions à quatre mille Euros (EUR 4.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et de préciser qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. Relation: LAC/2014/18271. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014065089/168.

(140076062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2014.

Azeta SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 165.996.

L'an deux mil quatorze, le dix avril.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Azeta SPF S.A.», avec siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 165.996, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 431 du 17 février 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Fabienne Perusini, employée privée, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Pierre Dias, salarié, demeurant professionnellement à Senningerberg. L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Fabienne Perusini, prénommée.

Le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées et paraphées par les comparants et le notaire instrumentant.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Divers.

III.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

IV.- Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre et de mettre en liquidation la société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

- CoPROcess S.A., ayant son siège social au 11, Avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 79541.

Troisième résolution

Le liquidateur prénommé aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est prévue par la loi.

- Il est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.
- Il peut sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tous ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.
- Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation.

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et unanimement.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jean-Pierre Dias, Fabienne Perusini, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 11 avril 2014. LAC/2014/17432. Reçu 12,- €.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014061644/61.

(140071677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2014.

Leopard Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Santander Asset Management Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014072507/8.

(140084496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

USM, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014058232/9.

(140067080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

Black Ferryman, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014058233/9.

(140067081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.
